

REVUE DES MARCHÉS PUBLICS

Magazine d'information de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics N° 000 du mois de Février 2010

Le nouveau Code des Marchés Publics au Service du Développement



***VULGARISATION DU NOUVEAU CODE**

DES MARCHÉS PUBLICS

***CELLULE DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS**

***PLAN DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS**

***FORMATION**



SOCIÉTÉ OKONGO MARCEL

SOM



*Commerce Général
Bâtiment*

Fournitures de Bureau

Matériel de Télécommunication

NOS REALISATIONS



CHANTIER A POINTE-NOIRE



HOTEL DE LA PREFECTURE D'IMPFONDO



CHANTIER A OWANDO



HOTEL DE LA PREFECTURE D'OWANDO



CHANTIER OWANDO FINI DDP

B.P. 2745
142, av. de la Tsiémé
Brazzaville - Congo

Tél. : (242) 282 22 86
282 22 87
282 62 00
E-mail : sombaticom@yahoo.fr

SOMMAIRE

Revue des Marchés PUBLICS

**Editée par la Direction
Générale de l'ARMP**

Directrice de Publication

Annick Patricia MONGO

Editorial :

**Annick Patricia MONGO
DG de l'ARMP**

Rédacteur en Chef

Jean-Marie KINTEKOTO

Comité de Rédaction

Bernard OLLOY

Wilfrid BITSY

Jean-Marie KINTEKOTO

Boris ILOYI IBARA

Audrey MOUKONGO

Arnauld NGATSE ANGA

Mise en Page et Graphisme

Audrey MOUKONGO

**Arnauld NGATSE
ANGA**

Editorial 5
Marchés Publics et Développement

ARMP 7
Gendarme de la Passation et de l'exécution des Marchés Publics

Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics 8
(DGCMP) Présentation et Missions

Cellule de Gestion 10
des Marchés Publics en quelques questions

VULGARISATION 14
Compagne de vulgarisation du nouveau Code des Marchés Publics

FORMATION..... 17

INTERVIEW 19
de la Directrice Générale

Publication 21
des avis d'appel d'Offres

DOSSIER : 22
MARCHÉS PUBLICS ET DÉVELOPPEMENT

- **Le nouveau Code des Marchés Publics, un formidable outil pour la modernisation du Congo**
- **Le nouveau Code des Marchés Publics, élément déterminant de la modernisation économique du Congo**
- **Le Plan Prévisionnel annuel de passation des Marchés Publics, facteur de bonne gestion du portefeuille de l'Etat**

**Le Maître d'ouvrage dans le nouveau système
des marchés publics 28**

**La procédure de règlement des différends par l'Autorité
de Régulation des Marchés Publics 29**

Le Plan de Passation des Marchés Publics 31

SOMMAIRE

Bâtissons le Congo Ensemble

Denis Sassou NGUESSO



Délégation Générale des Grands Travaux



Aéroport international de Maya Maya

MARCHÉS PUBLICS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT



Cour Constitutionnelle



Ministère des Affaires Étrangères



Cour Constitutionnelle



Banque Centrale de OUESSO

*le Chemin D'avenir
de l'Espérance à la Prospérité*



Editorial

Annick Patricia MONGO

Directrice Générale de l'ARMP

MARCHES PUBLICS ET DEVELOPPEMENT

En décidant de réformer le secteur des marchés publics, le Président de la République a édicté, par décret n° 2009-156 du 20 mai 2009, le nouveau code des marchés publics et ses textes d'application.

S'il fallait résumer, en quelques mots, ce nouveau code et ses textes d'application, nous dirions concurrence, transparence, égalité d'accès à la commande publique et utilisation efficiente des deniers publics.

Pour y parvenir les nouveaux textes ont créé des filtres à tous les niveaux en mettant en place des organes de contrôle à priori, à postériori ainsi qu'un organe de régulation, chargé de veiller sur le bon fonctionnement de tout le système.

Le nouveau code des marchés Publics est un instrument d'accélération de l'oeuvre du Président de la République, bâtisseur infatigable.

En effet dans son discours d'investiture du 14 août 2009, il indiquait : « Moderniser le

Congo, c'est le libérer des contraintes de tous genres qui l'empêchent d'avancer au bon rythme sur le chemin du mieux vivre et du mieux-être de ses citoyens.

Moderniser le Congo, c'est faire admettre et adopter par les Congolais des comportements plaçant le travail au coeur des priorités collectives et individuelles; des comportements articulant liberté et responsabilité, Propriété privée et solidarité; des comportements de bon esprit civique et patriotique, d'acceptation de l'autorité impartiale de l'Etat et de lutte contre l'injustice, l'arbitraire et autres favoritismes.

Moderniser le Congo, c'est le doter de très bonnes infrastructures nouvelles : routes nationales et départementales, routes d'intégration régionale, nouveaux ports et aéroports, voies ferrées et voies navigables.

C'est la poursuite de la "municipalisation accélérée" et des grands travaux

structurants entrepris lors du précédent septennat. »

Dans cette perspective, la tâche est immense et les objectifs ambitieux, dans cet environnement où se pratiquait le gré à gré dans les conditions les plus opaques et un climat de favoritisme non voilé.

Immense, parce que les pratiques du gré à gré ont formaté les mentalités de favoritisme, propices à l'inexécution partielle ou totale de l'ouvrage public.

Immense, également parce qu'il faut rétablir la confiance, entre opérateurs économiques et maîtres d'ouvrage, qui s'accusent mutuellement d'inexécution des marchés publics pour les uns, et de non paiement pour les autres, et surtout avec le peuple, grand perdant dans ce duel incessant.

Immense, enfin parce que les besoins en formation et information sont énormes. Nous l'avons mesuré lors de

la campagne de vulgarisation que nous avons organisée courant décembre 2009, sur tout le territoire national. Les attentes quant au nouveau système mis en place sont tout aussi immenses.

La dissolution de la Direction Centrale des Marchés et Contrats de l'Etat et la décentralisation de la commande publique ayant érigé chaque Ministère, collectivité locale, établissement public en maître d'ouvrage ont été applaudies.

Désormais en effet, l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics, les entreprises publiques, les sociétés à participation publique majoritaire et les autres organismes, agences ou offices créés par l'Etat sont des maîtres d'ouvrage et peuvent à ce titre initier des marchés publics ou délégations de service public.

Mais cela ne suffit pas, il faut se mettre au travail, pour l'exécution du budget 2010.

Pour ce faire, chaque maître d'ouvrage devra mettre en place sa cellule de gestion, seule habilitée à initier, passer et suivre l'exécution des marchés publics.

Ces cellules de gestion doivent donc appréhender les mécanismes d'utilisation des documents standards, les dossiers d'appel d'offres types par exemple, ainsi que la nouvelle procédure de passation des marchés.

Le budget 2010 étant exécutoire, tous les maîtres d'ouvrage sollicitent de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, un appui technique pour les aider à mettre en oeuvre les nouveaux mécanismes de passation des marchés.

Transparence oblige : des mécanismes de contrôle en amont et en aval sont institués ainsi que l'omniprésence de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics qui peut s'auto-saisir à tout moment suite à une information ou une dénonciation et mener des enquêtes ou commander des audits.

Outre ses missions de contrôle, l'Autorité de Régulation des Marchés publics tranche également les litiges nés de la passation et de l'exécution des marchés publics. Tous les mécanismes précités sont des gages d'efficacité de la commande publique et de l'orthodoxie financière.

Bref, il n'y a plus de place pour le favoritisme déguisé ou non et même pour l'improvisation. Ainsi, tous les marchés publics doivent être planifiés à l'avance dans un plan de passation des marchés transmis à l'Autorité de Régulation des marchés publics ; aucun marché ne pourra en conséquence être réalisé hors plan de passation des marchés.

Et c'est à peine, si les Congolais y croient, tant le changement est radical ! La première réaction est donc le scepticisme.

Il est vrai que toute réforme implique toujours un temps d'adaptation et que sa mise en oeuvre demande beaucoup de travail, de rigueur, d'esprit d'innovation et parfois d'audace.

Le résultat attendu : obtenir pour tout marché public la meilleure offre et surtout la gestion optimale des deniers publics, qui va permettre un accroissement des réalisations des ouvrages publics.

Et c'est en cela que le nouveau code est au service du développement de notre pays.

La postérité nous le confirmera !

ARM
AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS

ARMP : Gendarme de la Passation et de l'Exécution des Marchés Publics.

L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) a été mise en place dans le cadre de la réforme des marchés publics et dans celui des efforts du Gouvernement de la République afin d'assainir l'environnement des affaires au Congo.

Ainsi, le principal rôle de l'ARMP est d'apporter davantage de transparence et d'équité dans le système de passation et d'exécution des marchés publics dans notre pays. Ses activités devraient permettre de rétablir la confiance des acteurs économiques dans la passation des marchés publics. Pour ce faire, le nouveau Code des marchés publics qui l'a institué en a fait, par ses attributions, le « *Gendarme* » du système de passation et d'exécution des marchés publics.

Organe indépendant, l'ARMP est en effet tant un organe de contrôle qu'un organe de recours habilité à sanctionner toute transgression à la réglementation de la passation des marchés publics. La composition de l'ARMP, constitue le gage de son indépendance. Le Conseil de Régulation, organe suprême de l'ARMP, est constitué de façon tripartite, sur une base paritaire, par des représentants de l'administration, du secteur privé et de la société civile. Il en est de même du Comité des Audits et Enquêtes ainsi que du Comité de règlement des Différends, autre organe délibérant de l'ARMP. Cette composition tripartite constitue assurément un gage de son indépendance.

Sur cette base, l'ARMP est chargée d'assurer le contrôle a posteriori du système de passation des marchés publics. Dans ce rôle d'organe de contrôle, l'ARMP intervient a posteriori, c'est-à-dire une fois que les opérations contrôlées ont été déclarées achevées. Elle est tenue d'organiser au plus tard le 1er mars suivant la fin de l'exercice budgétaire un audit technique et financier d'un échantillon aléatoire des marchés publics exécutés au cours dudit exercice budgétaire.

L'ARMP peut également, sans préjudice des contrôles existants, diligenter des enquêtes. A l'issue de ses missions d'audit et contrôle, l'ARMP peut se saisir et statuer sur les irrégularités, fautes et infractions qu'elle aura constatées. Au-delà de tout ce qui précède, l'ARMP est un organe de recours. En effet, elle est chargée de recevoir et d'examiner les recours exercés par les candidats et soumissionnaires aux marchés publics. Ces recours peuvent porter sur la procédure de passation des marchés publics, par exemple les décisions d'attribuer ou de ne pas attribuer le marché, ainsi que sur leur exécution.

L'ARMP statue également sur les litiges entre les organes de l'administration intervenant dans le cadre de la procédure de passation ou d'exécution des marchés publics, notamment le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué et la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics.

En tant qu'organe de contrôle, l'ARMP peut, en cas de violation de la réglementation, prononcer à l'encontre des soumissionnaires, candidats ou titulaires des marchés publics des sanctions sous la forme d'exclusion de la commande publique temporaire ou définitive et de pénalités pécuniaires.

Ainsi, l'ARMP est assurément le gendarme du système de passation et d'exécution des marchés publics !

Wilfrid BITSY

LA DIRECTION GENERALE DU CONTRÔLE DES MARCHES PUBLICS : PRESENTATION ET MISSIONS



Jean Didier ELONGO
Directeur Général de la DGCMP

I. Présentation de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics

Créée respectivement par le décret n°2009-156 du 20 Mai 2009 portant code des marchés publics et le décret n°2009-159 du 20 mai 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de la direction générale du contrôle des marchés publics, la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics est instituée au sein du Ministère en charge des Finances.

Elle est dirigée et animée par un Directeur Général.

La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics comprend, outre le comité technique et les commissions spécialisées, trois directions centrales à savoir : la direction juridique et des études, la direction administrative et la direction de l'information et de l'assistance.

2. Les Missions de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics.

La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics est un organe de contrôle à priori des pro-

cédures de passation ainsi que du suivi des modalités d'exécution des marchés publics et délégations de service public.

A ce titre, la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics :

- * Emet un avis motivé sur les dossiers d'appel d'offres avant le lancement de l'appel à la concurrence et la publication correspondante ;
- * Accorde les autorisations et dérogations nécessaires à la demande des Maîtres d'Ouvrage ou Maîtres d'Ouvrage délégués, lorsqu'elles sont prévues par la réglementation en vigueur ;
- * Emet un avis motivé sur le rapport d'analyse comparative des propositions ainsi que sur le procès-verbal d'attribution provisoire du marché élaboré par la commission de passation des marchés ;
- * Procède à un examen juridique et technique du dossier de marchés avant son approbation et, au besoin, adresse au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage délégué, toute demande d'éclaircissement, de modification de nature à garantir la conformité du marché avec le dossier d'appel d'offres et la réglementation en vigueur.

Ce contrôle porte sur les seuils d'appel d'offres, sur les seuils de contrôle à priori de la procédure de passation et d'attribution et sur la revue préalable des dossiers d'appels d'offres et de demande de propositions.

* Les seuils d'appel d'offres :

a- L'appel d'offres national :

- * Pour les marchés de travaux et de fournitures : marchés de valeur supérieure ou égale à cinquante millions de francs (50.000.000F) CFA ;

- * Pour les marchés de prestations intellectuelles : marchés de valeur supérieure ou égale à dix millions de francs (10.000.000F) CFA.

suite Page 9

La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics

NB : Les marchés de travaux, de fournitures et de services en deçà des seuils fixés pour les appels d'offres nationaux, sont passés par la formule simplifiée de comparaison d'au moins trois factures.

B- L'appel d'offres international :

- Pour les marchés de travaux : marchés de valeur supérieure ou égale à deux milliards (2.000.000.000) de francs CFA ;
- Pour les marchés de fournitures des biens ou services: Marchés de valeur supérieure ou égale à cinq cent millions (500.000.000F) de francs CFA.

NB : Les appels d'offres restreints prévus dans le code des marchés Publics, dès lors qu'ils sont d'une valeur supérieure ou égale à vingt cinq millions (25.000.000) de francs CFA font l'objet d'une publication de manifestation d'intérêt pour l'établissement d'une liste restreinte de consultants qualifiés.

*** Contrôle à priori de la procédure de passation et d'attribution des Marchés Publics suivant les seuils :**

Le Contrôle à priori de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics porte sur les marchés

d'un montant supérieur ou égal à : - Deux cent millions (200.000.000) de francs CFA pour les marchés de travaux ;

- Cent millions (100.000.000) de francs CFA pour les marchés fournitures des biens ou de services ;
- Cinquante millions (50.000.000) de francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

*** La revue préalable des dossiers d'appel d'offres et de demande de propositions.**

La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics procède à une revue préalable des dossiers d'appel d'offres et de demandes de propositions pour les marchés d'un montant estimé supérieur ou égal à :

- Trois cent millions (300.000.000) de francs CFA pour les marchés de travaux.
- Deux cent millions (200.000.000) de francs CFA pour les marchés de fournitures des biens et services ;

Cent millions (100.000.000) de francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Jean Didier ELONGO

Un ouvrage Public au service du développement



Barrage d'IMBOULOU

LA CELLULE DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS EN QUELQUES QUESTIONS

Les nouvelles procédures d'achat public passent nécessairement par l'organe unique de passation des marchés publics à savoir : la cellule de gestion des marchés publics, instituée auprès de chaque maître d'ouvrage ou maître d'ouvrage délégué.

La cellule de gestion tient son rôle et sa compétence d'un texte spécifique, le décret n°2009-161, du 20 mai 2009, portant organisation et fonctionnement de la cellule de gestion.

1- Qui met en place la cellule de gestion des marchés publics ?

Les maîtres d'ouvrage ou les maîtres d'ouvrage délégués mettent en place en leur sein une cellule de gestion des marchés publics. Cette dernière est chargée de :

- La planification des marchés ;
- La préparation des dossiers ;
- et, la mise en oeuvre de la procédure de passation et d'exécution des marchés publics ou délégations de service public.

2- Qui dirige la cellule de gestion des marchés publics ?

La cellule de gestion des marchés publics est dirigée par la personne responsable des marchés.

Celle-ci est la personne habilitée à signer le marché au nom du maître d'ouvrage ou du maître d'ouvrage délégué.

La personne responsable des marchés est chargée de conduire la procédure de passation du marché depuis le choix de cette dernière jusqu'à la désignation du titulaire du marché.

En l'absence de délégation spécifique, la personne responsable des marchés est :

- Pour l'Etat, le chef de l'institution ou le ministre ordonnateur compétent au regard du département ministériel destinataire du marché.
- Pour les départements autonomes, le chef de l'exécutif.
- Pour les communes, le maire.
- Pour les établissements publics, le directeur de l'établissement public.

La personne responsable des marchés peut déléguer ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes responsables des marchés après accord du maître d'ouvrage ou du maître d'ouvrage délégué.

3- Quels sont les organes de la cellule ?

Les organes de la cellule de gestion des marchés publics sont :

- La personne responsable du marché public (PRMP) ;
- Le secrétariat ;
- La commission de passation des marchés ;
- Et la sous-commission d'analyse.

4- Quelle est la composition de chaque organe ?

4-1- Du secrétariat :

Le secrétariat est dirigé par une personne mandatée par la personne responsable des marchés publics. Il est composé en outre des membres qui doivent avoir le profil de juriste spécialiste en droit des marchés publics, d'administrateur des services administratifs et financiers ou d'ingénieurs du génie rural ou civil, ou posséder une expertise avérée dans un domaine particulier en rapport avec le marché concerné. Sous cet angle, le secrétariat peut être composé de :

- Un spécialiste en passation des marchés publics (SPM), entendu, les agents ayant subi la ou les formation(s) organisée(s) par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics sur le nouveau système des marchés publics;
- Un administrateur des SAF ou un financier du maître d'ouvrage;
- Un juriste;
- Un technicien du maître d'ouvrage, éventuellement;

4-2- De la commission de passation des marchés publics.

Elle est chargée de :

- L'ouverture des plis ;
- L'examen des candidatures et ;
- L'évaluation des offres ou propositions des candidats et des soumissionnaires.

Elle est composée :

- d'un président qui n'est autre que la personne responsable des marchés ou son représentant dûment mandaté ;
- du représentant du service technique du maître d'ouvrage ;
- du représentant du service financier du maître d'ouvrage ;
- d'un spécialiste en passation des marchés qui n'a pas pris part à la phase administrative de préparation des dossiers sur lesquels doivent porter les opérations d'évaluation.

Pour des besoins d'efficacité, la commission de passation peut faire appel à toute personne ressource dans le cadre d'évaluation des candidatures ou des offres remises.

Cette dernière n'a qu'une voix consultative.

4 - 3 - De la sous-commission d'analyse (commission ad hoc mise en place ponctuellement par la PRMP):

Elle est chargée de :

- Evaluer et classer les offres conformément aux dispositions du code des marchés publics et aux critères d'évaluation définis dans le dossier d'appel d'offres ;
- Etablir un rapport d'analyse des différentes offres reçues, dans un délai indiqué lors de l'ouverture des plis par la commission de passation des marchés publics, selon le guide d'évaluation établi par l'Autorité de Régulation des marchés Publics(ARMP).

Les membres de la sous-commission d'analyse sont nommés par la personne responsable des marchés publics.

La sous-commission est composée :

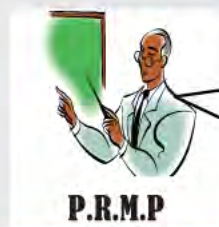
- D'un président autre que la personne responsable des marchés ;
- d'un membre de la cellule qui n'a pas pris part à la phase administrative ou à la séance d'ouverture ;
- de deux membres relevant de l'autorité administrative concernée, choisis en raison de leurs compétences techniques dans le domaine du projet.

La sous-commission d'analyse peut faire appel à toute personne ressource.

En définitive, seuls les membres du Secrétariat permanent et de la Commission de passation des marchés publics doivent être désignés par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'ouvrage délégué par note de service ou arrêté.

Lucien ELENGA

Schéma de la composition standard de la Cellule de Gestion des Marchés Publics



P.R.M.P

- Préside la cellule ;
- Assure la gestion de la Cellule
- Préside la commission et la sous commission

LE SECRETARIAT PERMANENT



S.P.M-1

Prépare les dossiers des marchés



JURISTE

Prépare les contrats



FINANCIER

Suit l'exécution des marchés



TECHNICIEN

Vérifie les spécifications techniques



S.P.M-2

COMMISSION DE PASSATION DES MARCHES



S.P.M-2

Participe aux évaluations



FINANCIER

Vérifie les aspects financiers



TECHNICIEN

Vient à l'occasion de chaque marché

SOUS COMMISSION EVALUATION



S.P.M-2

Rapporteur



PRESIDENT

Coordonne le processus



MEMBRES

Choisis pour leur compétence

Campagne de vulgarisation du nouveau Code des Marchés Publics au Congo

Du 26 Novembre au 16 Décembre 2009 a eu lieu, sur toute l'étendue du territoire national, une campagne de vulgarisation du nouveau code des marchés publics en République du Congo, ainsi que ses textes d'application.



Vue des participants à Ouesso dans le Département de la Sangha, lors des débats, à la suite des exposés.

Les délégations conduites par les responsables de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, étaient composées : du représentant de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics, du Représentant du Conseil national de lutte contre la corruption et de celui de l'Observatoire Anti-Corruption.

Quelques experts ont fait partie des délégations de Pointe-Noire et de Dolisie.

Sensibiliser les décideurs des fonds publics sur l'importance de la réforme des marchés publics.

Cette vaste campagne visait à sensibiliser les décideurs des institutions de la République, des collectivités locales, des entreprises et établissements publics, sur la nouvelle réglementation régissant les marchés publics en République du Congo, afin qu'ils s'approprient l'essentiel de la réforme.

Au terme de cette campagne, les participants devraient être en mesure d'appréhender les raisons qui ont conduit à la mise en oeuvre de la nouvelle réglementation sur les marchés publics au Congo et d'avoir une meilleure visibilité sur des points importants de cette réglementation, notamment :

- les principes généraux du Code ;
- les modalités de gestion des marchés publics, plus particulièrement, les organes intervenant dans la passation des marchés publics, ainsi que les mécanismes de passation des marchés, selon la nouvelle réglementation ;
- le contentieux à l'attribution et à l'exécution ainsi que les sanctions à l'endroit des prestataires et de l'agent public, en cas de faute dans la mise en oeuvre du processus de passation des marchés publics ;
- les seuils en matière de passation des marchés publics.

Grande implication des autorités locales dans la campagne de vulgarisation du Code des marchés publics.

Ce qui a marqué les esprits dans cette campagne a été l'implication des autorités locales, notamment les Préfets, qui ont, pour la plupart patronné les cérémonies de vulgarisation.

Les membres de conseils départementaux et communaux n'étaient pas en reste.

Cette implication qui a consisté à assister les équipes de vulgarisation à la fois, dans la préparation logistique des séances et dans la modération lors des débats, a permis de prendre la mesure de l'importance que ses autorités accordent à la mise en oeuvre de cette réglementation.

La Pertinence des débats a prouvé que les objectifs de la campagne ont été atteints.

A travers des questions posées par les participants, la Délégation a pu mesurer l'impact atteint par l'activité. En effet les questions ont porté pour la plupart sur :

- le fait que l'obligation imposée par le Code de la nécessité d'élaborer des Plans de passation des marchés en amont de la procédure, risque de rendre inexécutable le budget 2010, compte tenu des besoins en formation en la matière ;
- la complexité des textes sur la composition des Cellules de gestion des marchés publics ;
- l'érection de l'appel d'offres ouvert en mode principal de passation des marchés publics sera difficile à appliquer, compte tenu des habitudes acquises par les acteurs de marchés publics.
- l'exigence des garanties qui pourrait favoriser les soumissionnaires étrangers ayant de plus grandes surfaces financières au détriment des nationaux ;
- les contentieux et les sanctions qui risquent de ne pas être applicables à la personne publique ;
- la possibilité d'exercer des recours devant l'ARMP relatifs au contentieux né de l'inexécution de certains Marchés Publics concernant la Municipalisation accélérée. La pertinence des questions prouve à l'évidence que l'objectif a été atteint.

suite P. 15

Quelques photos de la Vulgarisation et du Séminaire



**Participation à la Formation des cadres
de la Présidence de la République**



**JP. LEKOKA, Préfet du Niari
lors de la vulgarisation à Dolisie**



Vulgarisation à EWO



Adolphe ELEMBA, Préfet de la Sangha
vulgarisation à Ouesso

Ceci est d'autant plus vrai qu'avant le départ de la délégation, les Conseils départementaux et municipaux, les ONG ainsi que les entreprises privées présentes ont manifesté la nécessité de formations spécifiques à leur endroit afin d'être plus pratiques dans la passation des marchés publics.

Ces missions ont permis de relever :

- la méconnaissance des textes par les autorités locales, due au manque de sensibilisation ;
- la faiblesse des capacités en matière de ressources humaines dans la mise en oeuvre du processus de passation des marchés publics ;
- la confusion entre les textes réglementant les marchés publics et ceux régissant les collectivités locales.



Vulgarisation à Kinkala



Jean Michel SANGHA, Préfet du Pool
vulgarisation à Kinkala



Le Sous-Préfet de Kinkala

VULGARISATION

Formation

Présidence de la République : locomotive de la mise en œuvre de la réforme des marchés publics en République du Congo.



le Ministre d'Etat, Directeur de Cabinet du Chef de l'Etat, Mr Firmin AYESEA

Lors de son discours d'investiture, le 14 août 2009, le Président de la République Mr Denis SASSOU NGUESSO, avait promis de « *moraliser* » la gestion de la chose publique au Congo.

En effet la mise en place d'une nouvelle réglementation sur les marchés publics au Congo ainsi que les organes de mise en œuvre tels que l'Autorité de régulation des marchés publics, organe de régulation et de contrôle à posteriori, et, la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics, organe de contrôle à priori, n'en témoignent pas moins de cette volonté.

Or, les dispositions du nouveau Code des marchés publics, imposent à tous les maîtres d'ouvrage, l'obligation de passer les marchés publics en conformité avec celles-ci. L'une des obligations majeures est la subordination de l'éligibilité des marchés à passer dans l'année, à leur inscription dans un Plan de passation des marchés. Cette approche étant nouvelle pour les institutions de la République, la nécessité d'une formation adaptée s'impose à elles.

Formation de 45 cadres décisionnaires des structures de la Présidence de la République.

Les structures de la Présidence de la République, à leur demande se sont vues être les pionniers de la formation.

A la demande du Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, M. Jean Baptiste ONDAYE, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics a organisé une formation à l'intention des cadres décisionnaires des structures de la Présidence de la République.

La cérémonie d'ouverture était présidée par le Ministre d'Etat, Directeur de Cabinet du Président de la République, qui, dans son mot d'ouverture, a rappelé les circonstances qui ont conduit à l'élaboration de la nouvelle réglementation, ainsi que les attentes des populations à la suite de la mise en œuvre des dispositions du Code des marchés publics. Il a ensuite rappelé le triple objectif de cette formation entre autre, former et sensibiliser les agents concernés sur :

- le montage institutionnel notamment, les dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des organes intervenant dans les marchés publics ;
- les méthodes et procédures de passation des marchés selon le Code des marchés publics ;
- l'élaboration du Plan de passation des marchés.

Les travaux se sont déroulés sous le contrôle du Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, M. Jean Baptiste ONDAYE.

(suite Page 17)



le Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République Mr J. Baptiste ONDAYE



Formation



Directrice Générale de l'ARMP
Annick Patricia MONGO

Trois conférenciers ont tour à tour développé les thèmes de la formation portant sur :

- ♦ Le Code des marchés et les seuils de passation des marchés publics.
- ♦ Du Contrôle à posteriori, des enquêtes, du contentieux et des sanctions aux violations de la réglementation en matière de marchés publics.
- ♦ Le Plan de passation des marchés publics : techniques d'élaboration et de suivi.

Le Code des marchés et les seuils de passation des marchés publics.

Le consultant **Stanys BUJAKERA**, assistant technique auprès de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, a capté l'assistance en développant le code des marchés publics notamment, les raisons qui ont conduit à son élaboration ainsi que les innovations qu'il apporte dans l'environnement des marchés publics au Congo.

Par la suite, le conférencier a informé les participants sur :

- Le champ d'application du Code des marchés publics ;
- Les organes intervenant dans les marchés publics ;
- Les catégories des marchés publics ainsi que leur mode de passation ;
- Les seuils d'appel d'offres, de contrôle à priori et d'approbation des marchés publics. Concernant les innovations apportées par le nouveau Code, l'orateur a précisé que le Code consacre la séparation des fonctions de gestion, de passation, de contrôle et de régulation ;

- La décentralisation de la fonction gestion passation des marchés publics et renforcement de la responsabilité des Maîtres d'ouvrage : mise en place des cellules de gestion des Marchés Publics, responsables de leurs marchés, depuis les opérations de préparation à celles de réception.
- La création d'une instance de contrôle a priori chargée de veiller au respect du Code dans son application par l'agent public ;
- La création d'une Autorité de Régulation des Marchés publics chargée de la régulation du système et de la mise à jour des textes, de la formation des acteurs, du traitement des recours, litiges et des audits. Elle est habilitée à sanctionner les infractions avérées.

La présentation de ce thème s'est achevée par des débats, au cours desquels les participants ont obtenu des éclaircissements sur l'approche du Code des marchés publics.

Du Contrôle à posteriori, des enquêtes, du contentieux et des sanctions aux violations de la réglementation en matière de marchés publics.

La seconde journée de la formation a été marquée par l'intervention de la Directrice générale de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, Mme Annick Patricia MONGO. Dans son intervention, la Directrice Générale a présenté l'ARMP, son organisation, son fonctionnement, ainsi que l'étendue de ses attributions :

En s'appuyant sur l'article 18 du Code, Mme Patricia Annick Patricia MONGO Directrice Générale de l'ARMP a précisé qu'au plus tard le 1er Mars suivant la fin de l'exercice budgétaire, le Comité d'audits et d'enquêtes, confié à un cabinet indépendant, un audit qui portera sur un échantillon des marchés publics tiré au sort par le président du conseil lors d'une séance spéciale devant un huissier de justice, y compris les marchés conclus par la Délégation Générale des Grands Travaux.

Le Cabinet d'audit a trois mois pour rendre son rapport, au Comité d'Enquêtes et d'Audits et communiquer une copie à l'Inspection Générale d'Etat, à la Cour des Comptes, et à l'Observatoire de bonne Gouvernance.

L'article 19 du Code prévoit que les enquêtes et contrôles a posteriori peuvent être initiés par l'ARMP d'office ou sur la base d'une demande ou information émanant de toute personne intéressée.

(suite page 18)

Formation suite et fin

Abordant la délicate question du contentieux, la Directrice Générale de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics a précisé qu'il est exercé d'un côté :

- Après de la Personne Responsable des Marchés Publics dans les cinq jours ouvrables à compter de la publication de l'avis d'appel d'offres ou de la communication du dossier d'appel d'offres. La Personne Responsable du marché public est tenue de répondre dans un délai de cinq jours ouvrables au-delà duquel le défaut de réponse est constitutif d'un rejet implicite de recours gracieux ;
- Après du comité de règlement des différends, le recours est effectué par le candidat dans les trois jours ouvrables à compter de la réception de la réponse du Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué ou à l'expiration du délai de cinq jours alloué à la PRMP pour répondre au recours gracieux.

A l'issue de la présentation s'en est suivie une série de questions, de la part des participants, pour une meilleure compréhension des points d'ombre des dispositions du Code des marchés Publics, sur les questions exposées.

Le Plan de passation des marchés publics : techniques d'élaboration et de suivi.

Le dernier thème a été développé par **M. Bernard OLLOY**, Directeur de la formation et des appuis techniques de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

Après un bref exposé sur la démarche et les étapes d'élaboration du Plan de passation des marchés, l'assistance a participé à un exercice, basé sur une étude de cas d'élaboration d'un Plan de passation des marchés.

Cet exercice étant un cas d'école, il fallait mettre les participants dans les dispositions de pouvoir aborder les situations prévues dans leur budget de l'année 2010.

Ainsi, toutes les structures de la Présidence de la République ont, par la suite, et sur la base de leurs budgets exercice 2010 respectifs, été amenées à élaborer leur Plan de passation de marché pour

l'année 2010 avec l'appui de la Direction de la formation et des appuis techniques.

Étant donné que le résultat attendu de la formation était l'élaboration du Plan de passation des marchés de la Présidence de la République, les participants ont été invités, à repartir dans leurs structures respectives, mettre à jour les fiches de programmation des marchés et les transmettre à l'ARMP qui devra les insérer dans le logiciel d'élaboration du Plan de passation des marchés.



Bernard OLLOY
*Directeur de la Formation
et des appuis techniques*



Stanys BUJAKERA
Assistant Technique

“Nous sommes contraints d’organiser des séminaires regroupant plusieurs Ministères...”

1. Mme la Directrice Générale, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics est une nouvelle institution, quelle est sa genèse ?

Ce qu'il faut savoir c'est que suite aux faiblesses constatées dans l'ancien système à savoir la concentration des Marchés Publics entre la Direction Centrale des Marchés et Contrats de l'Etat (DCMCE) et la Délégation Générale des Grands Travaux ainsi que l'absence de procédure et recours fiables, le Gouvernement de la République et la Banque Mondiale ont décidé de mettre en place une Commission de Réformes des Marchés Publics. Le travail de celle-ci a abouti à la création du nouveau code des Marchés Publics (décret n°2009-156 du 20 mai 2009) ainsi que ses textes d'application.

C'est le nouveau code des Marchés Publics en son article 20 qui crée l'Autorité de Régulation des Marchés Publics en sigle (ARMP), mais ses attributions, son organisation et son fonctionnement sont fixés par le décret n°2009-157 du 20 mai 2009.

2. Dans le secteur des marchés publics, les congolais connaissent la Direction Centrale des Marchés et Contrats de l'Etat, les Grands Travaux ; aujourd'hui il y a l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), quelles sont les missions précises de cette autorité ?

D'abord, il faut dire que la Direction Centrale des Marchés et Contrats de l'Etat (DCMCE) n'existe plus. Dans le nouveau système de passation des Marchés, la Délégation Générale des Grands Travaux a été réorganisée par le décret n°2009-158 du 20 mai 2009 d'une part et d'autre part son seuil de passation de Marchés en qualité de maître d'ouvrage délégué a été abaissé à 250 000 000 de frs cfa.

Cela signifie que tous les marchés publics ou délégations de service public d'une valeur supérieure ou égale à 250 000 000 Frs Cfa, sont délégués à la Délégation Générale des Grands Travaux ;

3. Mme la Directrice Générale, l'attribution des marchés publics est une activité très délicate, est ce que la naissance de l'ARMP sous entend désormais l'introduction de nouvelles procédures de passation des marchés publics dans notre pays ?

Ce n'est pas la création de l'ARMP qui sous entend de nouvelles procédures, c'est le code des Marchés Publics qui a créé un nouveau système de passation des Marchés Publics et Délégations de Service Public et ses nouvelles procédures.

L'ARMP fait partie des nouveaux organes créés par le nouveau Code des Marchés Publics.

C'est un organe de Régulation et de Contrôle.

Réguler, c'est veiller au fonctionnement de tout le système de passation des Marchés Publics, en particulier proposer des recommandations et avis pour améliorer la réglementation, diffuser des documents standards qui devront être appliqués par tous les acteurs intervenant dans la commande publique, informer et former le public en matière de passation des Marchés Publics.

Le contrôle que l'ARMP exerce est inopiné et à posteriori.

Inopiné, en cas d'information ou dénonciation. Dans ce cas l'ARMP s'auto saisit et procède au contrôle sous forme d'audit ou d'enquête.

Le contrôle à posteriori est obligatoire, c'est-à-dire que chaque fin d'année au plus tard le 1er mars de l'année suivante un audit technique et financier sur un échantillon aléatoire des marchés passés durant toute l'année, est réalisé.

(suite Page 20)



Mme la DG et MIETTET LIKIBI

4. Depuis que l'ARMP est installée, elle procède à de multiples formations dans les Administrations publiques, quelles sont les motivations de la Direction Générale de L'Autorité de Régulation ?

Comme je vous l'ai dit, une nouvelle réglementation est applicable en matière de Marchés Publics, il faut informer les administrations ainsi que le secteur privé, que désormais, en matière de commande publique, ils doivent appliquer la nouvelle réglementation sur les Marchés Publics.

Le budget 2010 est exécutoire, les administrations sont maintenant obligées d'appliquer les nouveaux textes, qui ne sont pas connus de la plupart d'entre elles.

Il faut les informer et les former. Chaque début d'année, les administrations et maîtres d'ouvrage en général doivent dresser un plan de passation des Marchés, qu'ils doivent communiquer à l'ARMP. Aucun marché ne pourra être passé s'il ne figure pas dans ce plan annuel de passation de marchés.

Autre exemple, l'appel d'offres est maintenant la règle, or tout appel d'offres doit être fait conformément aux dossiers types d'appel d'offres diffusés par l'ARMP. Il faut alors apprendre aux administrations comment monter un dossier d'appel d'offres.

Voilà grosso modo, pourquoi nous organisons des formations.

5. Quels sont les résultats des formations entreprises par l'ARMP ?

Rendez-vous sur le terrain, on verra bien pour les administrations qui ont reçu des formations, si leurs Cellules de Gestion des Marchés Publics sont capables de préparer et passer un marché suivant les nouvelles procédures, en obtenant les autorisations requises. Nos formations ne sont pas théoriques, elles sont pratiques ! Par ailleurs, d'ici avril 2010, nous allons évaluer les cellules de gestion des cinq ministères pilotes (Agriculture et élevage, Enseignement primaire et secondaire, Energie et Hydraulique, Santé, Equipement et travaux publics) ainsi que celle de la Délégation Générale des Grands Travaux.

6. Cette formation va-t-elle intéresser également les administrations privées qui soumissionnent les marchés publics ?

Oui, c'est prévu dans notre plan de formation. Nous avons déjà formé quelques entreprises du secteur privé, mais il faut avouer que nous nous sommes

concentrés en ce début d'année beaucoup plus sur les administrations qui doivent impérativement mettre en place leurs cellules de Gestion des Marchés Publics, seules habilitées à préparer, passer et suivre des marchés. Nos futurs formateurs seront bientôt en formation à Dakar, dès leur retour, nous allons pouvoir en même temps prendre en charge les administrations et le secteur privé.

7. Peut-on connaître les difficultés auxquelles la Direction Générale de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics est confrontée actuellement ?

L'insuffisance d'experts et de formateurs. En ce moment, nous sommes extrêmement sollicités, ce qui est normal puisque toutes les administrations doivent exécuter leur budget et veulent savoir comment faire et sur la base de quel document.

En principe, en ce moment, nous devrions avoir des formateurs dans tous les ministères, les établissements publics, les collectivités locales et les sociétés nationales, en appui technique, pour leur expliquer comment faire.

Mais nous sommes contraints d'organiser des séminaires regroupant plusieurs ministères et même en procédant comme cela, on ne peut pas prendre tout le monde. Pendant que les uns sont en formation, les autres se plaignent au motif que le budget est exécutoire pour tous et ils ont raison !

En réalité, c'est parce que nous ne sommes opérationnels que depuis novembre 2009. C'est un nouvel organe qu'il a fallu mettre en place. Nous avons eu à peine le temps de recruter, d'organiser la structure, qu'il a fallu, travailler avec les bailleurs de fonds, vulgariser le nouveau Code des Marchés Publics, nous l'avons fait, former nos propres formateurs et en même temps former les administrations et le secteur privé et c'est ce que nous sommes en train de faire.

8. Madame la Directrice Générale êtes-vous optimiste pour l'avenir ?

Très optimiste, cette réforme va accélérer la modernisation de notre pays, les marchés publics seront consentis aux meilleures entreprises, sur la base de la meilleure offre, rapport qualité-prix. Aussi l'exécution des marchés sera sérieusement contrôlée.

Je vous assure que le développement sera au rendez-vous !

Propos recueillis par MIETE LIKIBI

PUBLICATION DES AVIS D' APPEL D'OFFRES

L'article 3 du décret n° 2009-157 du 20 mai 2009, édicte que l'ARMP est chargée de : « *garantir l'information du public et des opérateurs en procédant à la publication des avis d'appel d'offres, des résultats d'attribution, des montants et des délais d'exécution des marchés publics et délégations de service public.* »

Cette page est réservée aux Maîtres d'ouvrage ou Maîtres d'ouvrage délégués qui sont tenus de publier leurs avis d'appel d'offres dans cette revue.

l'ARMP publiera dans cette optique le bulletin officiel des Marchés Publics tous les Mercredis.

LE NOUVEAU CODE DES MARCHÉS PUBLICS UN FORMIDABLE OUTIL POUR LA MODERNISATION DU CONGO

Dans son discours d'investiture du 14 août 2009, le Président de la République a fait part de son ambition de moderniser le Congo. Le nouveau code des Marchés Publics sera, à n'en point douter, un formidable outil dans la réalisation de cette ambition.

D'abord, en effet, l'obligation de faire, pour la passation des marchés, un appel public à la concurrence, au-delà de favoriser une plus grande transparence, devrait permettre de confier aux meilleurs candidats la réalisation des ouvrages publics indispensables à la modernisation de notre pays.

Le principe de l'appel public à la concurrence procurera également la possibilité à tout opérateur économique de participer à la commande publique.

Grâce à cela, de nombreuses entreprises régulières pourront réellement se consolider et devenir plus viables, n'étant plus alors soumises aux divers aléas de l'ancien système.

De plus, l'institution de cette obligation de faire appel public à la concurrence et l'encadrement strict des recours à d'autres moyens (le gré à gré, notamment), devraient favoriser l'avènement d'un nouveau genre d'opérateurs économiques.

Le nouveau code des marchés publics met, ensuite en place des systèmes de contrôle en aval et en amont du système de passation des marchés publics. Les contrôles ainsi institués devront permettre d'empêcher au maximum le phénomène dit des « *éléphants blancs* » et tous les autres marchés publics qui ne connaissent pas de fin.

Tous les marchés doivent, par exemple obtenir pour leur conclusion, l'avis de non-objection de la Direction Générale du Contrôle des Marchés

Publics. Ensuite, les sanctions prévues par ledit code seront hautement dissuasives. C'est l'exemple de l'exclusion temporaire ou définitive de la commande publique.

D'autre part, le nouveau code dispose de règles d'éthique grâce auxquelles toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans le processus de passation de marché soit soumise aux dispositions prohibant les pratiques frauduleuses et les conflits d'intérêts.

Les candidats et soumissionnaires ont l'obligation par ailleurs, sous peine du rejet de leur offre, d'informer qui de droit de tout paiement, avantage ou privilège accordé au profit de toute personne intervenant dans le processus de passation, en rémunération de toute prestation effectuée envers eux.

L'application et le contrôle strict de l'application de telles dispositions réduiraient à coup sur les actes de corruption et autres fraudes devenues monnaie courante.

Ainsi donc, les dispositions ci-dessus citées amènent de manière quasi automatique au respect du critère d'objectivité dans la procédure de passation des marchés, supprimant par là, le favoritisme, et toute forme d'exclusion dont ont souffert bien des PME congolaises.

L'autre nouveauté de taille, prise en compte par le code, se situe au niveau de l'exécution où il est stipulé que tout marché doit être conclu avant tout commencement d'exécution.

Quel opérateur économique pourrait avec de telles garanties de transparence et d'équité renoncer à s'engager sur « **Le Chemin d'Avenir** » ?

Wilfrid BITSY



« Moderniser le Congo, c'est le libérer des contraintes de tous genres qui l'empêchent d'avancer au bon rythme sur le chemin du mieux vivre et du mieux-être de ses citoyens. Moderniser le Congo, c'est faire admettre et adopter par les Congolais des comportements plaçant le travail au coeur des priorités collectives et individuelles ; des comportements articulant liberté et responsabilité, Propriété privée et solidarité ; des comportements de bon esprit civique et patriotique, d'acceptation de l'autorité impartiale de l'Etat et de lutte contre l'injustice, l'arbitraire et autres favoritismes. Moderniser le Congo, c'est le doter de très bonnes infrastructures nouvelles : routes nationales et départementales, routes d'intégration régionale, nouveaux ports et aéroports, voies ferrées et voies navigables.

C'est la poursuite de la "municipalisation accélérée" et des grands travaux structurants entrepris lors du précédent septennat. »

Denis Sassou NGUESSO



LE NOUVEAU CODE DES MARCHÉS PUBLICS, ÉLÉMENT DÉTERMINANT LA MODERNISATION ÉCONOMIQUE DU CONGO

La pratique systématique du gré à gré sur simple lettre de commande sous l'ancienne législation a été source de gaspillages et de désordre dans l'utilisation des deniers publics.

Le Code des marchés publics issu du décret n°2009-156, du 20 mai 2009, fixe, les règles et les institutions intervenant dans la passation, les contrôles et l'exécution des marchés publics; règles fondées sur l'appel à concurrence, la transparence, l'équité, l'économie et l'efficacité.

C'est en cela, qu'il est assurément un élément de modernisation de la vie économique du Congo, à travers ses principes fondateurs(1), ses procédures de passation(2) et les organes de contrôle (3).

1- Les principes fondateurs de la commande publique.

Le nouveau code des marchés publics issu du décret du 20 mai 2009, sus visé a pour finalité de faciliter l'accès à la réglementation applicable, d'aider les organismes acheteurs dans la passation et l'exécution des contrats, ainsi que de susciter la meilleure prise en compte de la dimension économique des marchés publics.

En effet, la passation des marchés publics impose le respect des documents standards, réglementaires diffusés par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et applicables par tous les maîtres d'ouvrage.

Ces documents facilitent le libre accès de tout agent économique, résident ou non résident au Congo à la commande publique et, évite de ce fait l'opacité observée dans l'ancienne réglementation du code de 1982.

Le nouveau code impose des obligations de mise en concurrence et de publicité, à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements publics et aux entreprises publiques, ainsi qu'aux personnes privées pouvant être qualifiées de « maîtres d'ouvrage délégués ».

Le respect des principes de libre accès, de transparence, d'égalité de traitement des candidats à la commande publique, permet d'assurer l'efficacité des actes d'achat et le bon emploi des deniers publics.

Finie la lettre de commande qui contenait une clause de style selon laquelle un contrat de régularisation interviendrait, sur la base de laquelle des millions de francs étaient débloqués. Les principes de base de la réglementation des marchés publics sont opposables à tous. D'abord à l'administration pour laquelle le non respect des obligations prescrites par le code, peut frapper le marché de nullité, ensuite aux entreprises soumissionnaires dont l'inobservation du contenu peut conduire au rejet des offres.

2-Les procédures de passation.

Les procédures de passation des marchés ont été strictement encadrées; le marché de gré à gré, règle d'or en pratique sous l'ancienne législation a été reléguée en exception, l'appel d'offres est devenu la règle d'or. L'appel d'offres permet de mettre à la disposition de tout soumissionnaire, les clauses objectives préalablement définies.

Ce procédé permet de choisir l'offre ayant rempli les meilleures conditions de prix et de qualité. Les marchés de gré à gré, porte de facilités et de favoritisme, sont mieux encadrés et mieux cernés.

Il n'appartient plus à l'administration de choisir un co-contractant sur la base de ses propres critères de sélection. Les conditions de recours à ce type de marché doivent être préalablement définies.

Les critères pour la mise en oeuvre du gré à gré sont l'urgence, la force majeure ou, lorsque les besoins exprimés nécessitent l'intervention d'un brevet, d'une licence ou des droits exclusifs détenus par un auteur.

3. Les organes de contrôle

Le nouveau code des marchés crée des organes de contrôle qui permettent de s'assurer du respect des procédures en matière de passation des marchés.

La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics, est chargée du contrôle a priori des marchés publics. Elle émet un avis d'objection ou de non objection sur les marchés passés, sorte de « quitus » de respect des procédures.

Ce mécanisme de contrôle permet de s'assurer de la régularité et de la transparence de la procédure.

suite Page 25

Le nouveau Code des marchés ...

L'Autorité de Régulation des Marchés Publics aux compétences plus étoffées, est chargée du contrôle a posteriori.

C'est une autorité administrative indépendante rattachée à la Présidence de la République et créée par l'article 20 du décret n°2009-156, du 20 mai 2009 portant code des Marchés Publics.

Cette dernière est dotée de l'autonomie financière et assure la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégations de service public. A travers ces deux instruments de contrôle institués par le nouveau Code des marchés publics, l'environnement des marchés publics est assaini et permet à tout investisseur tant national qu'international de soumissionner en toute transparence et sécurité.

Il permet également aux personnes morales de droit public de réaliser les meilleurs ouvrages à des prix soumis à concurrence.

La concurrence et la transparence, qui engendrent la volonté de mieux faire, attirent les investisseurs internationaux sérieux, expérimentés.

L'appel d'offres ouvert peut intégrer une phase de pré-qualification, prévue aux articles 32, 33 et 34 du Code des marchés publics, et ayant pour objet d'éliminer les candidats n'ayant pas l'aptitude à exécuter le marché de manière satisfaisante lorsque le marché a pour objet :

- soit la réalisation de travaux ou la livraison de fournitures revêtant une importance et/ou une complexité particulière ;

- soit l'exécution de prestations de services spécialisés. Cette pré-qualification garantit la bonne exécution de l'ouvrage et la modernisation de notre pays.

Par là, nous pouvons dire que le décor de la modernisation économique du Congo est planté et les résultats escomptés se voudraient satisfaisants.

Modernité dans la qualité et l'accroissement des ouvrages publics, mais aussi modernité dans le changement des comportements et mentalités des décisionnaires dans la gestion des deniers publics.

Tous les litiges, toutes les requêtes, toutes les enquêtes seront publiées dans la revue des marchés publics éditée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics. Aucun décisionnaire, ne souhaiterait que ses agissements soient étalés sur la place publique. De même les prestataires qui n'exécuteront pas leur marché seront exclus de la commande publique pendant une durée fixée par l'ARMP.

Une liste rouge sera établie et publiée dans la revue des Marchés publics. Aucun opérateur ne souhaiterait être ainsi épinglé sur la place publique, ce qui entamerait sa crédibilité.

La modernité est donc inéluctable. Les pays précurseurs qui ont mis en oeuvre la réforme de marchés publics, ont généralement avec les mêmes budgets accéléré leur modernisation.

Le Congo n'échappera pas à la règle, même si les premiers pas sont difficiles.

Franck OKOUO



**Centre National de Radio
et Télévision**

Le Plan Prévisionnel Annuel de Passation des Marchés Publics, facteur de bonne gestion du portefeuille de l'Etat

Préalablement à la mise en oeuvre du processus de passation des Marchés Publics, les Maîtres d'ouvrage ont l'obligation de s'assurer de la faisabilité et de l'opportunité de l'opération envisagée en déterminant la localisation ou le contenu, en définissant le programme, en arrêtant l'enveloppe financière prévisionnelle, en assurant le financement, en choisissant le processus selon lequel l'ouvrage sera réalisé, les biens fournis ou les services rendus.

Cette mise en oeuvre préalable du processus de passation des Marchés Publics par le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué s'établit lors de la préparation des Marchés Publics en tenant compte de l'existence ou de la disponibilité des crédits pouvant garantir la bonne exécution des marchés.

Avant tout appel à la concurrence (appel d'offres), le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué est tenu de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire pour l'année.

Les travaux, fournitures ou services qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement aux besoins exprimés par le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué.

Lorsqu'il fait l'estimation du montant du marché qu'il entend passer, il doit procéder, sur la base des éléments disponibles au moment de passer le marché, à une évaluation sincère et raisonnable.

Cette détermination permet de justifier du bien fondé ou non de passer tel ou tel marché et de permettre qu'il ne soit réalisé que dans la limite de ce qui avait été prévu dans le plan (nature, étendue, crédits alloués...).

Ainsi, lors de l'établissement de son budget, le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué évalue le montant total des marchés de fournitures par catégorie de produits, des marchés de services par catégorie de services et

des marchés des travaux qu'il envisage passer au cours de l'année concernée et établit un Plan de Passation des Marchés.

Ce plan annuel de passation des marchés élaboré par le Maître d'ouvrage par l'intermédiaire de sa Cellule de gestion des marchés publics en concertation avec la Direction chargée de la planification et dûment approuvé par les organes compétents (Service financier du Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué) doit être cohérent avec les crédits qui leur sont alloués.

Par conséquent, les marchés passés par le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué doivent avoir été préalablement inscrits dans leur plan prévisionnel annuel de passation de marchés ou leur plan révisé, à peine de nullité, sous réserve de l'appréciation de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics.

Ce plan de passation des marchés permet au Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué de suivre l'exécution de ses marchés et la bonne gestion des crédits alloués pour leur réalisation et partant de là, la bonne gestion du Portefeuille de l'Etat.

Cette bonne gestion du Portefeuille de l'Etat issue du plan annuel de passation se traduit par les actions suivantes qui seront prises par la cellule de gestion, notamment :

- Réaliser des opérations de suivi de l'exécution du marché sur la base de la planification de l'opération et des délais contractuels ;
- S'assurer de la réservation des crédits et des fonds destinés à financer le marché ou la délégation de service public envisagé ;
- Assurer le suivi de l'exécution financière des Marchés Publics et formuler des avis sur la pertinence des travaux supplémentaires demandés ainsi que sur l'application des pénalités de retard.

suite Page 27

Le Nouveau siège de la Délégation Générale des Grands Travaux Principal maître d'ouvrage délégué



le Plan Prévisionnel ... suite

Il résulte de ce qui précède que le plan de passation permet de lutter contre la passation anarchique des marchés puisque ne peuvent être passés que les marchés ayant été prévus dans le plan.

De plus, cette prévision permet de rester dans la limite du budget prévu au plan et s'il y a des travaux supplémentaires, l'obligation est faite au Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué d'émettre des avis sur la pertinence de cet ajout et à obtenir de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics l'autorisation d'un avenant au marché concerné. Ce qui constitue un véritable frein à l'utilisation abusive des deniers publics.

Par ailleurs, au cours de la phase de préparation des Marchés Publics, le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué doit évaluer le montant estimé des fournitures, services et travaux, objet du marché et

s'assurer de l'existence des crédits budgétaires suffisants, c'est-à-dire que le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué doit vérifier et s'assurer que les marchés qu'il entend passer ont été approuvés dans le budget d'investissement de l'Etat pour l'année en cours.

Le plan de passation des marchés ainsi élaboré est accompagné des crédits suffisants garantissant l'exécution matérielle du marché. Ce qui constitue un dénouement relatif à l'inexécution de certains marchés suite au défaut ou insuffisance de financement.

C'est dire que la corrélation entre l'inscription des Marchés Publics dans le plan annuel de passation des marchés du Maître d'ouvrage et la prévision des crédits budgétaires constituent un arrimage certain et adéquat de nature à garantir leur réalisation.

Arnold KOUKA

LE MAÎTRE D'OUVRAGE DANS LE NOUVEAU SYSTEME DES MARCHES PUBLICS

Le Code des marchés publics définit le maître d'ouvrage comme étant « la personne morale de droit public pour le compte de laquelle les marchés publics sont conclus ».

Qui est le maître d'ouvrage ?

La notion de maître d'ouvrage ramène à l'idée de base de maîtrise du projet. A ce titre, le maître d'ouvrage est l'entité porteuse du besoin, laquelle, définit les objectifs à atteindre, les moyens tant matériels que financiers à mettre en oeuvre, pour satisfaire le besoin.

Le résultat final du projet est la réalisation d'un produit, qui peut être un ouvrage, un bien, un service ou une réflexion.

Le maître d'ouvrage n'étant pas toujours techniquement apte à réaliser la mission, s'impose à lui, la plupart du temps, l'obligation de la confier à un tiers, appelé maître d'ouvrage délégué, définit par le code comme étant un « *organe ou personne mandaté par le maître d'ouvrage pour conclure, au nom et pour son compte, le contrat de marché public ou de délégation de service public* ».

Aux termes de l'article 3 du Code des marchés publics, sont considérés comme maîtres d'ouvrages, les personnes morales ci-après :

- L'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics ;
- Les entreprises publiques et les sociétés à participation publique majoritaire ;
- Les autres organismes, agences ou offices créés par l'Etat ou les collectivités locales pour satisfaire les besoins d'intérêt général, dotés ou non de la personnalité morale dont l'activité est financée ou garantie par l'Etat ou qui bénéficient du concours financier ou de la garantie de l'Etat ou d'une collectivité locale.
- Les personnes morales de droit privé qui passent les marchés sont assimilées, dans le cadre de l'application du nouveau Code des marchés publics à des maîtres d'ouvrage.

Qui est responsable des marchés publics auprès du maître d'ouvrage ?

Les marchés passés par les maîtres d'ouvrage sont sous la responsabilité de la Personne Responsable des Marchés Publics (P.R.M.P.). Cette personne est :

- Pour l'Etat, les Ministres en ce qui concerne les ministères ; les responsables des institutions de la République ;
- Pour les entreprises et les sociétés publiques, le Directeur général, le Président directeur général, ou le Gérant selon le cas ;
- Pour les Départements, le Président du Conseil ;
- Pour les Communes, le Maire.

La Personne Responsable des Marchés Publics, pour conduire le processus de passation des marchés publics, crée au sein de son institution, une Cellule de Gestion des Marchés Publics (C.G.M.P.).

Avec qui le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué conclut-il le Marché Public ?

La personne publique qui entend réaliser une opération de travaux, d'acquisition de biens ou de services, doit, sauf dans le cas où elle dispose de compétences internes afin de réaliser l'opération en régie, faire recours à un tiers, qualifié par le Code de Maître-d'oeuvre. Le Maître d'oeuvre est une personne physique ou morale de droit public ou de droit privé, chargée par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'ouvrage délégué d'assurer la représentation et la défense de ses intérêts aux stades de la définition, de l'élaboration, de l'exécution et de la réception des prestations, objet du marché.

Dans le souci de cohérence et de continuité d'ensemble tout au long du processus de mise en oeuvre du marché, le maître d'ouvrage fera appel aux différents intervenants dans la passation des marchés, pour atteindre les objectifs qu'il s'était fixés, et satisfaire ainsi les besoins initiaux.

Ces organes sont, la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ainsi que les autorités approbatrices des marchés publics.

Lucien ELENGA

PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS PAR L'AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS

La procédure applicable devant le Comité de règlement des différends de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics est régie par les dispositions des articles 141 et suivants du décret n°2009-156 du 20 mai 2009 portant code des marchés publics et des articles 36 et suivants du décret n°2009-157 du 20 mai 2009 portant organisation, attributions et fonctionnement de l'autorité de régulation des marchés publics.

1- Comment saisir le Comité de règlement des différends ?

Le Comité de Règlement des différends(CRD) doit être saisi d'une demande déposée directement par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par tout autre moyen électronique auprès du Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

Le mémoire ou la requête est rédigée en français et est transmise en huit exemplaires dans la mesure où chaque membre du Comité de Règlement des différends doit avoir copie de l'entier dossier, augmenté d'autant d'exemplaires que de parties mises en cause.

L'acte de saisine doit comporter :

- Les nom et prénom, adresse, nationalité et profession de l'auteur ; si l'auteur de la saisine est une personne morale, sa forme, sa dénomination ou sa raison sociale, l'adresse de son siège social et l'organe qui la représente légalement ;
- Le nom du ou des conseils choisis pour assister ou représenter l'auteur de la saisine ;
- L'objet de la saisine, ainsi que l'exposé des moyens ou motifs et les pièces sur lesquelles la saisine est fondée ;

- La liste et l'adresse des parties mises en cause par le demandeur ;
- La copie de la décision opposée à l'auteur de la saisine ou, à défaut, la pièce justifiant de la date de dépôt de la demande ;
- Toutes correspondances relatives au litige, ainsi que de toute pièce dont le requérant estime la production nécessaire pour soutenir le bien-fondé de sa demande ;
- En cas de désaccord sur la conclusion, l'interprétation ou l'exécution des contrats et protocoles, le projet de contrat ou de protocole, ou le contrat ou protocole signé ;

La demande expose les éléments qui la fondent en fait et en droit (en référence avec les textes législatifs et réglementaires régissant les marchés publics) ;

Tout dossier de saisine ne répondant pas aux conditions susmentionnées devra être repris dans la forme requise, à la demande de l'Autorité de régulation des marchés publics ;

La saisine du Comité de Règlement des différends fait obstacle à une saisine concomitante de la juridiction compétente tant que le Comité de Règlement des différends ne s'est pas encore prononcé.

Elle suspend les délais contentieux devant cette juridiction.

L'auteur du mémoire expose une violation caractérisée de la réglementation des marchés publics et de délégation de service public, ainsi qu'une évaluation du préjudice qu'il estime avoir subi .

suite Page 30

2- Comment est instruite la demande ?

Le Président du Comité de Règlement des différends ou tout agent qu'il désigne à cet effet notifie les observations et les pièces déposées à la partie adverse ; il fixe le délai dans lequel il doit y être répondu (72 heures).

Le Président du Comité de Règlement des différends, Président de la commission des litiges, désigne un membre chargé de faire un rapport sur l'affaire. Le rapporteur présente (oralement) son rapport au Comité de Règlement des différends (statuant en commission des litiges). Le Comité de Règlement des différends entend le requérant qui peut être assisté par un avocat ou toute personne de son choix.

Le Comité de Règlement des différends peut à la demande du président entendre toute personne dont l'audition est nécessaire ou jugée utile. Le Comité de Règlement des différends ne peut délibérer qu'en présence de la moitié de ses membres. Cette délibération se tient à huis clos (article 44 du décret N°2009-157 du 20 mai 2009).

3 - Quelle est la durée de la procédure ?

Aux termes de l'article 39 du décret N°2009-157 du 20 mai 2009, la commission des litiges se prononce

dans un délai de dix jours à compter de la date de réception du mémoire du maître d'ouvrage ou du maître d'ouvrage délégué. S'agissant du recours intenté par les candidats ou soumissionnaires, le Comité de règlement des différends doit répondre dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de sa saisine (article 142 du code des marchés publics).

En l'absence de décision du Comité de Règlement des différends dans les quinze (15) jours de la saisine de la commission des litiges, le requérant peut saisir les juridictions compétentes (article 42 du décret n°2009-157 du 20 mai 2009).

4- Comment statue le Comité de Règlement des différends?

L'affaire est examinée lors d'une session du Comité : le rapporteur présente au Comité de Règlement des différends les conclusions et les moyens des parties. Les parties peuvent présenter des observations orales pendant la séance et se faire assister ou représenter.

La décision du Comité de Règlement des différends est motivée. Elle est notifiée aux parties et peut faire l'objet d'un recours devant un organe juridictionnel. Ce recours n'a point d'effet suspensif.

Lucien ELENGA



**Les Logements Sociaux
de Baongo**

Le Plan de passation des marchés en quatre étapes

- La préparation du Plan de passation des marchés est une obligation du nouveau Code des marchés publics au Congo.
- Il est préparé par la Cellule de gestion des marchés publics instituée auprès du maître d'ouvrage.
- Son modèle ainsi que les fiches qui permettent son élaboration sont disponibles à l'Autorité de régulation des marchés publics.

Quatre étapes pour son élaboration.

- Maîtrise des phases et étapes du processus de passation des marchés publics ;
- Programmation des phases et étapes sur un diagramme de Gantt-temps ;
- Report des informations du Gantt-temps sur les fiches de préparation des marchés ;
- Report des informations contenues dans les fiches de préparation des marchés dans le Plan de passation des marchés.



PHASES ET ETAPES DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Marchés de fournitures, travaux et prestations de services non intellectuels

Phases	Etapes/Tâches	Durée prévisionnelle	Conditions	Livrables	Responsable
1 ETABLISSEMENT ET DIFFUSION DAO	1 Elaboration du DAO			D.A.O	Cellule de gestion des marchés publics
	2 Soumission pour non objection		Si soumis à la revue préalable du DAO	A.N.O	D.G.C.M.P
	3 Publication du DAO			A.A.O.	A.R.M.P.
	4 Réception des offres et ouverture des plis			Registre	Commission des marchés publics
2 PRE-QUALIFICATION	5 Préparation du rapport de pré-qualification		Si le marché comprend la phase de pré-qualification	Rapport	Sous commission d'analyse
	6 Soumission pour avis de non objection			A.N.O	D.G.C.M.P.
3 EVALUATION ET QUALIFICATION	7 Evaluation des offres			Fiches	Sous commission d'analyse
	8 Préparation rapport d'évaluation des offres			Rapport	Sous commission d'analyse
	9 Soumission pour avis de non objection		Si soumis à la revue préalable de l'attribution	A.N.O	D.G.C.M.P.
4 ATTRIBUTION DU MARCHÉ	10 Elaboration du projet de contrat et négociations			Contrat	Cellule de gestion des marchés publics
	11 Signature du contrat				Personne responsable des marchés publics
5 APPROBATION ET NOTIFICATION	12 Approbation du marché				Ministre des finances / Président de la République
	13 Notification du marché			Avis	Personne responsable des marchés publics

Marchés de prestations intellectuelles.

Phases		Tâches	Durée prévisionnelle	Conditions	Livrables	Responsable
1	PREPARATION DU MARCHÉ	1 Préparation de la Demande de manifestation d'intérêt			A.M.I	Cellule de gestion des marchés publics
		2 Publication				A.R.M.P.
		3 Préparation des termes de référence			TDR.	Cellule de gestion des marchés publics
		4 Etablissement de la liste restreinte			Short-list	Commission des marchés publics
2	PREPARATION ET DIFFUSION DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS	5 Préparation de la Demande de proposition		Si le marché comprend la phase de pré-qualification	D.P.	Cellule de gestion des marchés publics
		6 Soumission pour avis de non objection			A.N.O	D.G.C.M.P.
		7 Soumission des propositions			DP + Liste	Commission des marchés publics
3	EVALUATION DES PROPOSITIONS	8 Ouverture de propositions techniques				Commission des marchés publics
		9 Analyse des propositions techniques		Si soumis à la revue préalable de l'attribution	Rapport	Sous commission d'analyse
		10 Préparation du rapport d'évaluation technique				Sous commission d'analyse
		11 Ouverture des propositions financières				Commission des marchés publics
		12 Préparation du rapport d'évaluation technique et financière combinées			Rapport	Sous commission d'analyse
		13 Soumission pour avis de non objection			Avis	D.G.C.M.P
4	ATTRIBUTION DU MARCHÉ	14 Préparation et négociation du projet de contrat				Personne responsable des marchés publics
		15 Signature du contrat			Contrat	PRMP et Prestataire
5	APPROBATION ET NOTIFICATION	16 Approbation du marché				Ministre des finances / Président de la République
		17 Notification du marché			Avis	Personne responsable des marchés publics

PRÉPARATION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHÉS EN TROIS ÉTAPES

1. PRÉSENTATION D'UN DIAGRAMME GANTT-TEMPS

- Inscrire toutes les étapes du marché sur la feuille du Gantt-temps (15 étapes pour les marchés de travaux, fournitures et services, et 17 pour ceux des prestations intellectuelles).
- Inscrire les dates de début et de fin de réalisation de l'étape, en tenant compte du fait que les jours non travaillés (comme les samedis et les dimanches, même les jours fériés) ne sont pas pris en compte dans le calcul de la durée réelle.
- Calcul la durée réelle de l'étape en excluant les jours non travaillés et l'inscrire dans la case correspondante.
- Tracer le Gantt de la durée de l'étape sur la feuille du Gantt, en respectant la position de la date de début et celle de la date de fin.
- Répéter l'opération pour les étapes suivantes.
- Si la durée des opérations dépasse le mois, établir d'autres feuilles de Gantt, correspondant aux mois suivants, jusqu'à la fin de la durée des tâches.

EXEMPLE : EXTRAIT D'UN GANTT TEMPS

No	Nom de la tâche	Date début	Date fin	Durée	Mois de janvier 2010																														
					Sem -1			semaine - 2							semaine - 3							semaine - 4							semaine - 5						
					V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
					1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
1	Préparation DAO	4/01	8/01	5J																															
2	Non objection	11/01	18/01	6J																															
3	Publication	19/01	4/03	45J																															
4	Ouverture des offres																																		
5																																			

Inscrire toutes les étapes du marché

Inscrire les dates début et fin de la tâche

Calculer la durée de la tâche. Les jours fériés (en gris) ne sont pas pris en compte

Tracer la durée de la tâche en utilisant le Gantt-temps

- Prendre une fiche de préparation du marché, en fonction du type de marchés (fournitures, travaux et services, ou Prestations intellectuelles).
- Remplir la partie supérieure de la fiche, intitulée « identification » du marché. Pour chaque marché, il s'agit : du type, de la désignation, du numéro du DAO, du numéro du lot, du montant. En fonction des seuils, définir si le marché est soumis à la revue préalable.
- Reporter sur la partie intitulée « processus » de la fiche de préparation du marché, les dates de début, de fin ainsi que la durée de toutes les étapes, inscrites au Gantt

No	Nom de la tâche	Date début	Date fin	Durée	Mois de janvier 2010																														
					Sem -1			semaine - 2					semaine - 3						semaine - 4						semaine - 5										
					V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
					1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
1	Préparation DAO	4/01	8/01	5J																															
2	Non objection	11/01	18/01	6J																															
3	Publication	19/01	4/03	45J																															
4	Ouverture des offres																																		
5																																			

Reporter les dates et la durée de chaque étape dans les rubriques correspondantes de la fiche

FICHE DE PREPARATION DU MARCHE N° (Marchés de fournitures, travaux et services)

Type de marché : Marché de travaux
 Désignation du marché : Construction de 510 km de route entre Pointe-Noire et Brazzaville
 Numéro du lot : Lot 01 : tronçon Pointe-Noire Dolisie
 Numéro du DAO : DAO 001/DGGT-2010
 Montant estimatif : Deux mille milliards Monnaie : FCFA
 Code budget :
 Méthode de passation : Appel d'offres international (AOI)

Pré qualification ☒ Non Examen préalable du DAO ☒ Oui Examen préalable de l'évaluation ☒ Oui

Phases	Etapes/Tâches	Processus					
		Prévisions			Réalisation		
		Date début	Date fin	Durée	Date début	Date fin	Durée
1 ETABLISSEMENT ET DIFFUSION DAO	1 Elaboration du DAO	4/01/2010	8/01/2010	5J			
	2 Soumission pour non objection	11/1/2010	18/1/2010	6J			
	3 Publication du DAO	19/1/2010	4/3/2010	45J			
	4 Réception et ouverture des plis	4/3/2010	4/3/2010	1J			

- Préparer un plan de passation des marchés vierge ;
- Reporter les informations de l'en-tête de la fiche de préparation du marché intitulé « identification du marché » le groupe de colonnes dénommé « identification du marché », du Plan de passation des marchés.
- Reporter, pour chaque étape, les données de la colonne « date début » de la fiche de préparation du marché, dans les cases correspondantes du Plan de passation des marchés.
- Reprendre la même opération pour tous les marchés prévus dans l'année

FICHE DE PREPARATION DU MARCHE N°
(Marchés de fournitures, travaux et services)

IDENTIFICATION DU MARCHE	Type de marché :	Marché de travaux	
	Désignation du marché :	Construction de 510 km de route entre Pointe-Noire et Brazzaville	
	Numéro du lot :	Lot 01 : tronçon Pointe-Noire Dolisie	
	Numéro du DAO :	DAO 001/DGGT-2010	
	Montant estimatif :	Deux mille milliards	Monnaie : FCFA
	Code budget		
Méthode de passation :	Appel d'offres international (AOI)		

Inscrire l'identification du marché dans les rubriques correspondantes du PPM

Pré qualification **Non** Examen préalable du DAO **Oui** Examen préalable de l'évaluation **Oui**

Processus								
Phases	Etapes/Tâches		Prévisions			Réalisation		
			Date début	Date fin	Durée	Date début	Date fin	Durée
1	ETABLISSEMENT ET DIFFUSION DAO	1	Elaboration du DAO	4/01/2010	8/01/2010	5J		
		2	Soumission pour non objection	11/1/2010	18/1/2010	6J		
		3	Publication du DAO	19/1/2010	4/3/2010	45J		
		4	Réception et ouverture des plis	4/3/2010	4/3/2010	1J		

Reporter les dates dans les rubriques correspondantes du PPM de la Phase.

IDENTIFICATION DU MARCHE							PHASE 1 ETABLISSEMENT ET DIFFUSION DU DAO				
Marchés de travaux		Données de Base					Dossier d'Appel d'Offres		Période de Soumission		
Description (1)	Numéro Lot (2)	Numéro DAO (3)	Montant Estimatif en FCFA (4)	Méthode de Passation de Marchés	Pré-ou Post qualification	Examen Préalable	Plan vs Réalisé (8)	Date Proposée (9)	Date Non-objection	Date Lancement DAO	Date Limite et Ouverture des Plis
Construction de 510 km de route entre Pointe-Noire et Brazzaville	01	DAO 001DGGT	2.000.000	AOI	Non	Oui	Prévu				
							Réalisé				
							Prévu				
							Réalisé				



Route KOMBO MOUKONDO





Hôpital Général de Dolisie



Hôpital Loandgili



Aéroport de Ouesso



**Aéroport international de Maya Maya
en Construction**





République du Congo

Unité Travail Progrès



PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS
DIRECTION GÉNÉRALE

Siège de l'ARMP



DIRECTION GÉNÉRALE
CONCURRENCE - TRANSPARENCE - ÉQUITÉ

ADRESSE : Avenue ALFRED FOURNAUX CENTRE-VILLE / BRAZZAVILLE

TÉL : 00242- 681-51-11

B.P : 19010

REVUE DES MARCHÉS PUBLICS



REVUE DES MARCHÉS PUBLICS



Groupe pétrolier dont la mission est de contribuer à la gestion et la valorisation du patrimoine pétrolier congolais, la Société Nationale des Pétroles du Congo est un établissement public à caractère industriel et commercial. Doté d'une personnalité morale et d'une autonomie financière, son capital est de 81.334.654.844 de Francs CFA.

La SNPC participe à l'exploration et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures du Congo en partenariat avec des compagnies internationales.

Monsieur Denis Auguste Marie GOKANA est le Président Directeur Général du Groupe SNPC depuis le 18 janvier 2005.

La SNPC a pour ambition d'asseoir en son sein une expertise dans la chaîne de l'industrie pétrolière.

Notre vision est de faire de la Société Nationale des Pétroles du Congo une société productrice de pétrole à part entière afin de développer et de maintenir un pôle industriel pétrolier proactif.

DTI - 11/2000

Porter l'énergie de l'avenir.

Tour SNPC, Avenue Paul Doumer
Boîte postale : 188 Brazzaville
République du Congo
Téléphone : (+242) 281 09 64
Fax : (+242) 281 04 92
Site web : www.snpc-group.com